

**Assemblée générale**

Distr. générale
18 mars 2011
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 112 c) de l'ordre du jour

Élections aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres élections :

élection de 15 membres du Conseil

des droits de l'homme

**Note verbale datée du 11 février 2011, adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Mission
permanente des Philippines auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

La Mission permanente de la République des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement philippin a décidé de présenter sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la période 2011-2014, à l'occasion des élections qui se tiendront durant la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale à New York en mai 2011.

Un aide-mémoire détaillé, présentant les engagements que la République des Philippines a pris volontairement en relation avec sa candidature pour un mandat allant de 2011 à 2014, est joint à la présente lettre, pour référence (voir annexe).



**Annexe à la note verbale datée du 11 février 2011
adressée au Président de l'Assemblée générale
par la Mission permanente des Philippines
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature des Philippines au Conseil des droits
de l'homme pour 2011-2014**

**Engagements pris volontairement par les Philippines
conformément à la résolution 60/251 de l'Assemblée générale**

**I. La défense et la promotion des droits de l'homme :
une tradition nationale et internationale**

Politique nationale

1. Le Gouvernement philippin attache le plus grand prix à la promotion et à la défense des droits de l'homme. La Constitution des Philippines en atteste, qui proclame que l'État a pour politique d'accorder une grande valeur à la dignité de chaque personne humaine et de garantir le plein respect des droits de l'homme. La Constitution sert de fondement à une charte des droits fondamentaux, consacre un article à la justice sociale et aux droits de l'homme et porte création d'une commission indépendante des droits de l'homme.

Institutions nationales

2. Le Comité présidentiel des droits de l'homme est le principal organe interinstitutionnel de l'exécutif qui coordonne la mise en œuvre des obligations découlant des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et celle des politiques et programmes nationaux adoptés dans ce domaine. La Commission philippine des droits de l'homme est une institution nationale indépendante qui surveille la manière dont le Gouvernement honore ses obligations en matière de droits de l'homme.

Législations et programmes clefs : faits récents

3. Les Philippines ont récemment promulgué deux lois constitutionnelles phares : la Grande Charte des droits des personnes handicapées et la Grande Charte des droits de la femme.

4. L'élimination de la pauvreté demeure la priorité absolue du Gouvernement, en particulier au vu des crises économique et financière mondiales, des problèmes d'insécurité alimentaire, des catastrophes naturelles fréquentes et des changements climatiques. Les Philippines mobilisent des fonds publics pour protéger les secteurs les plus vulnérables de la société en augmentant les crédits alloués aux programmes d'aide sociale, à l'éducation, à la distribution de vivres et de fournitures médicales d'urgence, aux services de santé et à l'offre de logements et structures d'accueil appropriées.

5. Le Gouvernement a encouragé le renforcement des capacités et la formation relatives aux droits de l'homme de ses fonctionnaires et des forces chargées de l'application des lois et de la sécurité, à tous les niveaux.

Contribution à l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme

6. En sa qualité de membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies et de l'ancienne Commission des droits de l'homme, les Philippines ont apporté des contributions durables à la rédaction de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier ses articles sur l'égalité en dignité et la liberté de tous les êtres humains, et sur la non-discrimination.

Instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme

7. Les Philippines sont partie à huit des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et ont ratifié en 2008 la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elles ont ratifié en 2007 le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort.

Membre responsable du Conseil des droits de l'homme et de ses mécanismes subsidiaires

8. Les Philippines ont été élues, comme membre fondateur, au Conseil des droits de l'homme en 2006, puis réélues pour un deuxième mandat allant de 2007 à 2010.

9. Les Philippines considèrent que le Conseil des droits de l'homme doit collaborer avec les États et les parties intéressées pour promouvoir et défendre les droits de l'homme dans leur ensemble, en privilégiant le renforcement des capacités et la coopération internationale pour les droits de l'homme.

10. Durant la première année d'existence du Conseil, le Représentant permanent des Philippines auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a fait office de conciliateur du Groupe de travail sur les méthodes de travail et le règlement intérieur du Conseil, contribuant ainsi grandement à la mise en place des institutions décrites à l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme.

11. En juin 2008, le Représentant permanent des Philippines à Genève a été élu Vice-Président du Conseil des droits de l'homme, représentant les États d'Asie.

12. Des experts philippins siègent au Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme et au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones.

Examen périodique universel

13. Les Philippines ont été l'un des premiers pays à se prêter à l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme lors duquel elles ont dépêché une délégation interinstitutions de haut niveau présidée par le Secrétaire exécutif du Cabinet et Président du Comité présidentiel des droits de l'homme.

14. Cet examen périodique universel a été fructueux grâce à la participation pleine et entière, dans un esprit constructif et ouvert, des Philippines, qui en ont adopté la

plupart des recommandations, lesquelles ont utilement contribué à l'élaboration du deuxième Plan d'action national pour les droits de l'homme.

15. Membre du Conseil des droits de l'homme, les Philippines participent activement, par le truchement de leur délégation à Genève, au mécanisme de l'examen périodique universel en travaillant au sein des troïkas auxquelles elles sont élues et en formulant des observations et des propositions constructives au sein du Groupe de travail sur l'examen périodique universel.

Coopération avec les organes chargés de surveiller l'application des traités

16. Dans le cadre de l'engagement qu'elles ont pris d'améliorer leur système d'établissement de rapports à l'intention des organes créés en application d'instruments relatifs aux droits de l'homme, les Philippines ont présenté tous les rapports périodiques en souffrance au titre des instruments auxquels elles sont partie. Elles ont ainsi présenté en 2010 des rapports périodiques au Comité des droits économiques, sociaux et culturels, au Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, au Comité contre la torture, au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et au Comité des droits de l'enfant.

17. Les Philippines ont soumis leur rapport initial au titre du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et celui au titre du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

18. Le Gouvernement philippin prend sérieusement en considération les observations finales des organes conventionnels avant de revoir et d'amender les lois, politiques et programmes pertinents, ainsi que pour élaborer son deuxième Plan d'action national pour les droits de l'homme.

Contributions aux initiatives internationales concernant la promotion et la défense des droits de l'homme

19. Outre qu'elles sont le principal auteur de résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme sur la lutte contre la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, les Philippines sont membre du pôle interrégional pour l'éducation et la formation aux droits de l'homme et coauteur d'initiatives de défense des droits fondamentaux de groupes vulnérables tels que les migrants, les enfants, les femmes, les autochtones et les handicapés.

20. Le Représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation à New York a fait office de conciliateur dans les négociations consacrées à la Déclaration universelle des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones avant que l'Assemblée générale ne l'adopte. Des experts philippins participent aux travaux de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

21. Les Philippines sont l'un des principaux auteurs d'initiatives sur les droits de l'homme et la pauvreté extrême, et sur les droits de l'homme et le changement climatique. Elles ont aussi participé activement et apporté leur soutien à la Conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

22. Conscientes que les différentes confessions, religions et traditions de spiritualité ont en commun de nombreux principes et valeurs vitaux pour l'édification de sociétés pacifiques, les Philippines favorisent les initiatives de dialogue interconfessionnel qui peuvent également contribuer à la promotion des droits de l'homme.

Coopération avec les procédures spéciales pour la protection des droits de l'homme

23. Les Philippines sont ouvertes au dialogue constructif et à la coopération avec les procédures spéciales pour la protection des droits de l'homme. La Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé s'est récemment rendue aux Philippines. Le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires y avait été invité en 2007. Par ailleurs, les Philippines ont largement contribué à la formulation du mandat du Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants.

Soutien au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

24. Les Philippines contribuent régulièrement au budget du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et ont apporté des contributions extraordinaires au fonds spécial du Haut-Commissariat pour la promotion du sixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

25. Un atelier régional pour l'Asie, sur l'instauration d'institutions nationales de protection des droits de l'homme, s'est tenu aux Philippines en collaboration avec le Haut-Commissariat et la Commission nationale des droits de l'homme.

Collaboration avec les institutions nationales de défense des droits de l'homme et la société civile

26. Les Philippines ont appuyé la création de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

27. Elles continueront de s'engager pour que les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les partenaires de la société civile participent utilement aux travaux du Conseil des droits de l'homme et à la réalisation de l'objectif plus vaste de la promotion et de la défense de tous les droits de l'homme.

28. Le Gouvernement philippin collabore étroitement avec la société civile, à l'échelle tant nationale qu'internationale, pour toutes les questions relatives aux droits de l'homme, afin d'élaborer les lois, politiques et programmes pertinents, ainsi que dans le cadre d'instances régionales et internationales.

II. Engagements

29. Si elles sont réélues au Conseil des droits de l'homme, les Philippines s'engagent à :

1. Collaborer avec tous les États et toutes les parties intéressées dans un esprit constructif, en favorisant le dialogue et la coopération, pour augmenter l'efficacité du Conseil des droits de l'homme en tant que principal

organe de l'Organisation des Nations Unies chargé de promouvoir et de défendre les droits de l'homme;

2. Continuer de s'attacher à harmoniser les objectifs, normes et stratégies définis aux niveaux national, régional et international dans le domaine des droits de l'homme;

3. Continuer d'améliorer la mise en œuvre à l'échelle nationale de l'ensemble des obligations découlant des traités et des programmes relatifs aux droits de l'homme, en qui concerne en particulier l'élimination de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement;

4. Continuer de se faire le porte-parole des groupes vulnérables, en particulier les migrants et les enfants, et de promouvoir l'adoption de stratégies axées sur les droits de l'homme, qui répondent aux préoccupations de ces groupes de manière exhaustive, constructive et concrète;

5. Continuer de prêter attention aux défis actuels et nouveaux qui touchent les droits de l'homme, tels que le changement climatique et la mondialisation;

6. Continuer de promouvoir les débats en cours sur le droit au développement afin d'assurer la réalisation de ce droit;

7. Continuer de participer activement aux travaux des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, des procédures spéciales, du mécanisme d'examen périodique universel et d'autres mécanismes du Conseil des droits de l'homme;

8. Continuer d'appuyer l'œuvre importante des institutions nationales de protection des droits de l'homme;

9. Poursuivre, sur le plan tant national qu'international, une communication et une coopération effectives avec les partenaires de la société civile sur les questions relatives aux droits de l'homme;

10. Continuer de promouvoir les initiatives internationales concernant les droits de l'homme, dont celles qui visent à lutter contre la traite des êtres humains et à promouvoir l'éducation et la formation concernant les droits de l'homme, et de collaborer étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de le soutenir dans ce domaine.
